



**Revue de presse  
Gouvernance des eaux souterraines  
d'Abitibi-Témiscamingue  
25 mai – 1<sup>er</sup> juin 2011**

*Pour plus d'informations, veuillez contacter :*  
Olivier Pitre, Coordonnateur  
SESAT  
Tél: (819) 732-8809 poste 8224  
Courriel : [olivier.pitre@sesat.ca](mailto:olivier.pitre@sesat.ca)

Le Devoir  
27 mai 2011  
Louis-Gilles Francoeur

## Étude sur les gaz de schiste - Un exercice moins scientifique que «politique»

Le p.d-g. de la société albertaine Questerre fait rapport aux actionnaires à Oslo

[Louis-Gilles Francoeur](#) , [Alexandre Shields](#) 27 mai 2011 [Actualités sur l'environnement](#)



Photo : ITA de Saint-Hyacinthe - Le Devoir  
Le président-directeur général de Questerre, Michael Binnion

### À RETENIR

[Tous les textes sur le dossier du gaz de schiste](#)

L'évaluation environnementale stratégique (EES) que Québec a enclenchée pour déterminer s'il faut aller de l'avant avec la filière des gaz de schiste est en réalité moins un exercice scientifique qu'un «exercice politique et éducatif» qui permettra aux Québécois d'appivoiser une industrie étrangère à leur culture, et à la «bureaucratie francophone» de se mettre à l'heure de cette technologie.

C'est ce qu'affirmait aux actionnaires de Questerre, réunis à Oslo en Norvège le 19 mai dernier, le président-directeur général de Questerre, Michael Binnion. Son discours est intégralement reproduit sur le site Internet de cette société albertaine spécialisée dans l'exploitation du gaz de schiste.

Michael Binnion estime que l'industrie «ne s'attend pas à grand-chose en étudiant six puits au Québec dans les deux prochaines années. On n'en apprendra pas plus que ce qu'on a appris en forant 40 000 puits ailleurs en Amérique. C'est un exercice pour les gens du Québec qui pourront s'éduquer sur cette question. Mais c'est plus important comme exercice politique pour convaincre les Québécois qu'on peut exploiter [cette ressource] sécuritairement».

Michael Binnion est d'avis «qu'il y a un grand manque d'expérience dans la fonction publique au Québec» en matière de gaz de schiste. Et «beaucoup d'unilingues [francophones] dans la bureaucratie»!

Parlant du comité de l'EES, où siégeront des dirigeants d'une industrie que l'EES doit évaluer, il ajoutait: «C'est notre chance d'inclure les régulateurs dans nos projets. Une chance de créer cette expérience dans la bureaucratie, chez les régulateurs.»

Mais, ajoute-t-il, à propos de la nouvelle réglementation qui exige, dit-il, ce que sa compagnie faisait déjà, «c'est plus une différence de perception que de réalité parce qu'on n'aurait pas été de l'avant sans respecter ces exigences de toute façon».

Le nouveau règlement, dit-il avec satisfaction, ne fait «que trois pages». En Alberta, il aurait eu «trente pages» qui auraient non seulement exigé des informations, mais la manière de les collecter et de les transmettre, et qui aurait sanctionné la non-observation, ce qui n'est pas le cas au Québec, notait-il.

Au Québec, ajoutait un transparent présenté par M. Binnion, «nos adversaires sont bien financés, bien organisés et dotés d'une stratégie claire. L'industrie a certes les ressources financières, mais n'a ni la capacité ni l'expérience pour aller chercher l'acceptabilité sociale». Elle devra le faire avec une stratégie d'humilité devant les problèmes, comme celle de Toyota, plutôt qu'en relançant la responsabilité à d'autres, comme BP dans le golfe du Mexique, ajoute-t-il. Michael Binnion pensait sans doute ici au fait que plusieurs compagnies semblent incapables au Québec de mettre fin aux fuites de méthane de certains puits, selon les révélations récentes de Rue Frontenac.com.

Questerre, a précisé son p.-d.g., a d'ailleurs pris les devants sur la nouvelle réglementation en échantillonnant les puits d'eau potable autour de ces équipements avant d'amorcer une phase d'exploration pour se mettre à l'abri d'éventuelles poursuites. «On fait ça pour se protéger, car on sait qu'il y a du méthane dans la plupart, sinon dans tous les puits au Québec», a-t-il dit à ses actionnaires.

### **Prolongation des permis**

Visiblement très confiant quant à la suite des choses, Michael Binnion a affirmé, présentation PowerPoint à l'appui, que le ministère des Ressources naturelles et de la Faune «a annoncé son intention de donner un congé-extension sur les permis actuels jusqu'après l'EES et la législation qui suivra».

Bien que rien n'ait été jusqu'ici confirmé par la ministre Nathalie Normandeau, la chose semble être déjà acquise dans l'esprit du président de Questerre. Selon lui, Québec «a déjà décrété un congé de deux ou trois ans sur les permis, ce qui indique la reconnaissance, par le gouvernement, des investissements qui ont été faits par ceux qui ont fait cette découverte, mais aussi du fait que nous ne méritons pas de perdre nos droits territoriaux parce que nous n'investissons pas les sommes prévues, ce que nous ne pouvons pas faire durant l'évaluation environnementale. C'est un signal important qui démontre que le gouvernement du Québec reconnaît les investisseurs dans ce projet».

Cette mesure devrait faire perdre un peu plus de 1 million de dollars par année au Trésor public. Québec doit assumer en plus la facture de l'EES, qui s'élèvera à au moins 7 millions, en plus de déboursier 5 millions pour acquérir de meilleures connaissances sur les eaux souterraines.

En réagissant à la décision des libéraux de lancer une EES, le président de l'Association pétrolière et gazière du Québec (APGQ), Lucien Bouchard, avait clairement évoqué la possibilité d'exiger une forme de compensation pour les entreprises gazières qui ne pourraient pas agir librement durant l'évaluation environnementale. «La création du comité [qui chapeautera l'EES] a pour effet d'empêcher beaucoup de travaux qui seraient faits autrement, donc les gens qui vont être affectés par ça vont se trouver à perdre du temps pour remplir leurs obligations, avait-il dit à la mi-mars. Est-ce qu'on va leur reprocher de ne pas avoir rempli leurs obligations?»

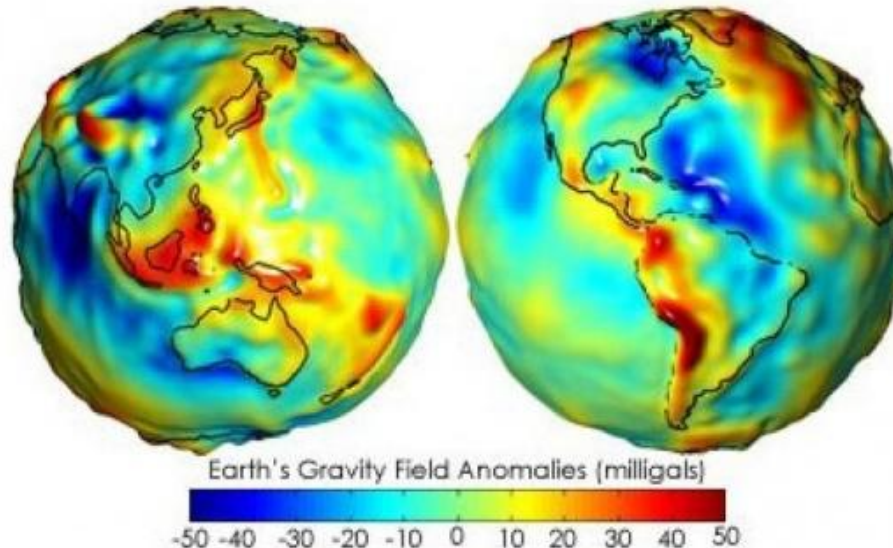
Évoquant la rapidité avec laquelle les choses se sont mises en place à la suite du dépôt du rapport du BAPE, M. Binnion a attribué le mérite principal à l'albertaine Talisman Energy. «Je dois donner le crédit à Talisman. C'est le groupe dans l'industrie qui a le plus d'influence et qui travaille le plus fort pour aider le gouvernement à agir rapidement dans le dossier du comité [qui dirigera l'EES], des nouvelles règles et du congé-extension des permis. Talisman a été à l'avant de tout ça. Ils ont fait un bon travail.» Fait à noter, c'est également Talisman qui rémunère Lucien Bouchard lorsqu'il assume ses fonctions de président de l'APGQ.

Par ailleurs, Michael Binnion n'est pas heureux de voir les redevances passer de 30 à 50 %. Mais il se console parce que les industriels pourront ne payer que 2 % de redevances durant les premières années de développement d'un puits, le temps de récupérer l'ensemble de leurs investissements. Cela fait en sorte que les gazières ont maintenant droit à un «meilleur système» qu'auparavant, selon lui.

## Surveiller les ressources en eau depuis l'espace

31-05-11 à 16:52 [Réagir](#)

L'identification de petites variations de la gravité terrestre permet de repérer et les endroits où les eaux souterraines sont menacées par une trop forte demande.



Carte des anomalies du champ de gravité construite à partir des données fournies par GRACE Nasa

### **Surveiller l'eau sur Terre depuis l'espace**

Parmi ces zones, les scientifiques ont identifié des endroits aussi différents que l'Afrique du Nord, le nord de l'Inde, de la Chine ou encore la San Joaquin Valley, au cœur de la Californie. Cette identification a été rendue possible grâce aux données fournies par les satellites jumeaux de la mission GRACE (Gravity Recovery And Climate Experiment).

GRACE utilise un système de mesure de distance reposant sur des émissions micro-ondes qui calcule les variations de vitesse et de distance entre deux satellites identiques. En mesurant de manière continue les modifications de distance entre les deux satellites et en combinant ces informations avec la position des satellites fournie par des récepteurs GPS, les scientifiques peuvent reconstituer une carte détaillée du champ de gravité terrestre.

Des variations dans le champ de gravité terrestre permettent d'estimer la distribution de l'eau sur et sous la Terre. « Grace voit tous les changements dans la glace, dans le stockage de la neige et de l'eau, toutes les eaux de surface, l'ensemble de l'humidité du sol et toutes les eaux souterraines » explique le Dray S. Famiglietti, directeur de l'université du centre de la Californie pour la modélisation hydrologique.

## **Des résultats qui dérangent**

Les modélisations des prélèvements en eau réalisées grâce aux données de GRACE montrent que dans beaucoup d'endroits du monde l'eau souterraine est menacée. « L'eau est une ressource qui a été abondante. Mais maintenant nous avons le changement climatique, nous avons la croissance démographique [...] et nous avons satellites qui nous montrent que nous sommes en train de menacer cette ressource » poursuit le scientifique.

Malheureusement, lorsqu'il fait part de ses résultats il n'est pas toujours bien accueilli par les décideurs politiques locaux de même que par d'autres hydrologues. « Imaginer un satellite en l'air en train de mesurer les eaux souterraines peut paraître étrange, surtout à un hydrologue traditionnel » souligne John Wahr, géophysicien à l'Université du Colorado.

De même nombre de décideurs locaux, en Californie comme en Inde, ont reçu ces résultats avec beaucoup de réticence. « Lorsque dans un pays comme l'Inde vous dites : nous faisons quelque chose qui n'est pas viable et nous devons changer, eh bien, les gens résistent au changement. Le changement est coûteux » conclut Sean Swenson également affecté à la mission Grace.

# De nouveaux pouvoirs éventuels pour la protection de l'eau

Guy LACROIX • [redaction.amos@hebdomasquebecor.com](mailto:redaction.amos@hebdomasquebecor.com)

**Un projet de loi déposé à l'Assemblée nationale le 12 mai donnerait plus de pouvoirs aux municipalités dans la protection de leur aire d'approvisionnement en eau, ce qui réjouit la Société régionale de l'eau souterraine (SESAT).**

Le projet de loi No 14, déposé par le ministre délégué aux Ressources naturelles et à la Faune Serge Simard, représente une avancée intéressante sur la tentative précédente de modification de la Loi sur les mines (projet de loi 79) selon l'organisme régional.

«La plus importante avancée est l'ajout d'un article soustrayant a priori le périmètre d'urbanisation d'une municipalité à toute nouvelle exploration et exploitation minière. Les détenteurs de claims existants devraient en outre consulter les autorités municipales avant d'effectuer tous travaux d'exploration», stipule le communiqué émis par la SESAT.

«Il s'agirait là d'un gain partiel, mais tout de même très important.»

Rappelant que près du trois quarts de la population régionale est approvisionnée en eau souterraine, le président Serge Bastien estime que le nouvel article permettrait une meilleure protection des sources d'eau municipales.

«Bien que pour la majorité des municipalités témiscabitiennes la source soit à l'extérieur du périmètre d'urbanisation, il y a d'importantes exceptions, en tout premier lieu la Ville de Val-d'or qui opère le plus gros réseau d'aqueduc alimenté en eau souterraine en région et dont la source se situe en partie à l'intérieur du périmètre d'urbanisation. Il s'agirait là d'un gain partiel, mais tout de même très important.»

À la SESAT, on entend suivre de près l'évolution du nouveau projet de loi et continuer à promouvoir la sécurisation des sources d'eau potables de la population régionale.

**LesAffaires.com**

**31 mai 2011**

**Anne-Marie Marcoux**

## Eau: 20 ex-chefs d'État sonnent l'alarme

AUDE MARIE MARCOUX . les affaires.com . 31-05-2011 (modifié le 01-06-2011 à 09:55)

Tags : Développement durable, Eau



crédit: Bloomberg

Une vingtaine d'anciens chefs d'État réunis depuis trois jours à Québec sonnent l'alarme : le monde a besoin de leadership en matière d'eau.

Les 20 membres du Conseil InterAction qui participent cette année à la réunion annuelle, dont l'ancien président des États-Unis, Bill Clinton, l'ancien président mexicain, Vicente Fox et les anciens premiers ministres Yasuo Fukuda, du Japon, et Gro Brundtland, de la Norvège, ont convenu aujourd'hui d'instaurer un comité afin d'aider à combler ce grave manquement.

Soutenant que «le leadership international en matière de questions liées à l'eau est quasi inexistant», ces ex-chefs de gouvernement mentionnent que le comité travaillera à faire ressortir ce problème au plan politique, dans le but d'éviter une «crise de l'eau» imminente.

Le groupe a vivement recommandé un nouveau code d'éthique international concernant l'eau et a proposé quelque 21 recommandations quant à la gestion future de l'eau à l'échelle mondiale.

Outre qu'il faut «placer la question de l'eau à la tête du programme politique mondial», ils recommandent de lier les problèmes d'eau et la recherche sur les changements climatiques, de faire du droit à l'eau un droit exécutoire, d'augmenter le prix de l'eau afin que ce dernier reflète sa valeur économique tout en en faisant provision pour les personnes vivant dans la pauvreté et de pousser le Conseil de sécurité des Nations unies à considérer l'eau comme une préoccupation en matière de sécurité.